ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 27 octobre 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant ou abrogeant certaines dispositions réglementaires applicables aux agents des administrations de l'Etat, des établissements scientifiques de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public", a donné le 13 janvier 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 oktober 1992, door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging of opheffing van sommige verordeningsbepalingen die toepasselijk zijn op het personeel van de rijksbesturen, van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut", heeft op 13 januari 1993 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Alinéa 2.

Il y a lieu d'omettre la référence à l'arrêté royal du 18 décembre 1957, lequel est devenu sans objet en raison de l'arrêté royal n○ 4 du 18 avril 1967, de même que la référence à l'arrêté royal n○ 3 du 24 décembre 1980 et à la loi du 29 décembre 1990 dont les dispositions modificatives de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 ont été abrogées par l'article 270 de la loi du 17 juin 1991, lequel est entré en vigueur le 1er octobre 1992 (1).

A la fin de l'alinéa, il faut remplacer les mots "et du 20 juillet 1991" par les mots "et des 19 et 22 juillet 1991".

Alinéas 3 et 4.

L'article 15 de la loi du 25 avril 1963 n'impose la consultation des organes de gestion des organismes visés qu'à propos de "la législation ou réglementation que l'organisme est chargé d'appliquer ou concernant le cadre du personnel et la structure de l'organisme". Les modifications au statut du personnel de ces organismes n'étant pas visées par l'article 15 précité, elles échappent à l'obligation de consultation qui y est prescrite.

---

(1) Arrêté royal du 14 septembre 1992, publié au Moniteur belge du 23 septembre 1992.

Les alinéas 3 et 4 doivent, dès lors, être omis.

Alinéa 7 (devenant l'alinéa 5).

1. L'intitulé de l'arrêté royal du 1er juin 1964 ayant été modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1983, il convient d'insérer les mots "modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1983" après la mention de l'intitulé de l'arrêté royal du 1er juin 1964.

2. L'adverbe pronominal "y" figurant dans le texte français avant le mot "inséré" doit être omis. L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

3. Il y a lieu d'écrire : "... l'article 3, § 3, remplacé par l'arrêté royal du 1er octobre 1987 et modifié par l'arrêté royal du 6 novembre 1991 ..." et "... et l'article 29, remplacé par l'arrêté royal du 1er octobre 1987".

Alinéa 11 (devenant l'alinéa 9).

Il y a lieu d'omettre les mots "y inséré par l'arrêté royal du 8 septembre 1972 et".

Alinéa 12 (devenant l’alinéa 10).

A la fin de l’alinéa, il faut écrire "du 26 janvier 1984, du 21 janvier 1991 et du 7 août 1991;".

Alinéa 13 (devenant l’alinéa 11).

Il y a lieu d’écrire : "... notamment l’article 33, § 2, modifié par l’arrêté royal du 5 décembre 1978 et les articles 34, § 2, 35, 43 et 44;".

Alinéa 16 (devenant l’alinéa 14).

A la fin de l’alinéa, il faut écrire "modifiés par l’arrêté royal du 7 novembre 1977;".

Alinéa 23 (devenant l’alinéa 21).

Le texte néerlandais de l’alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 25 (devenant l’alinéa 23).

Le texte néerlandais de l’alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 27 (devenant l'alinéa 25).

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

DISPOSITIF.

Observations préliminaires.

1. Il n'y a pas lieu de grouper dans un chapitre toutes les dispositions modificatives contenues dans l'arrêté en projet. Mieux vaut consacrer un chapitre aux modifications apportées à un même texte.

Dès lors, il est proposé d'omettre les mots "chapitre Ier. Dispositions modificatives" et de remplacer les sections du chapitre premier par des chapitres.

Ainsi, le chapitre premier s'intitulera "Modifications de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat".

2. Il est rappelé que lorsqu'un texte modifie diverses dispositions d'un texte originel et en abroge d'autres, il faut suivre l'ordre des dispositions du texte originel plutôt que de grouper les abrogations in fine (Traité de légistique formelle, règle n° 95).

Il en résulte que les dispositions de l'article 20 du projet doivent figurer dans le chapitre premier, tel qu'il est proposé, et celles de l'article 21 du projet dans le chapitre II, tel qu'il est proposé. Des propositions de texte seront faites lors de l'examen des articles. La numérotation des articles devra être adaptée en conséquence.

3. Enfin, les modifications apportées à un texte par la voie de l'abrogation de certaines de ses dispositions ne doivent pas figurer parmi les dispositions abrogatoires. Les articles 22 à 30 doivent dès lors être insérés, dans l'ordre chronologique, parmi les articles 1er à 19 du projet. Ici aussi, les propositions de texte seront faites au fur et à mesure.

Article 1er.

Le texte néerlandais de l'article en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2 nouveau
(article 20, 1°, du projet).

Conformément à l'observation préliminaire n° 2, il y a lieu d'insérer un article 2 nouveau rédigé comme suit :

"L'article 5ter du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 2 février 1988, est abrogé".

Article 2 (devenant l'article 3).

Il convient de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"A l'article 28ter, § 1er, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 22 février 1985, ...".

Article 3 (devenant l'article 4).

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 31 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 2 février 1988 et modifié par l'arrêté royal du 21 novembre 1991 ...".

Le texte néerlandais du paragraphe 2 en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5 nouveau
(article 20, 2° et 3°, du projet).

Conformément à l'observation préliminaire n° 2, il y a lieu d'insérer un article 5 nouveau rédigé comme suit :

"Sont abrogés dans le même arrêté :

1° l'article 33ter, inséré par l'arrêté royal du 2 février 1988;

2° l’article 33quater, inséré par l’arrêté royal du 21 novembre 1991".

Article 4 (devenant l’article 6).

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L’article 38, § 1er, du même arrêté, remplacé par l’arrêté royal du 22 février 1985 et modifié par l’arrêté royal du 22 novembre 1991, est complété par l’alinéa suivant :".

Dans le texte français, il y a lieu d’ajouter, après les mots "En cas de partage", les mots "des voix".

Article 7 nouveau
(article 20, 4°, 5° et 6°).

Conformément à l’observation préliminaire n° 2, il y a lieu d’insérer un article 7 nouveau rédigé comme suit :

"Sont abrogés dans le même arrêté :

1° les articles 50 et 51;

2° l’article 54bis, inséré par l’arrêté royal du 2 février 1988 et modifié par l’arrêté royal du 21 novembre 1991;

3° l’article 69, § 1er, 1°, c, remplacé par l’arrêté royal du 17 septembre 1969".

Article 5 (devenant l’article 8).

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L’article 82 du même arrêté, remplacé par l’arrêté royal du 21 janvier 1987 et modifié par les arrêtés royaux des 12 novembre 1990 et 21 novembre 1991, ...".

Dans l’article 82, alinéa 4, en projet, il y a lieu d’écrire "Le rôle ou le régime linguistique de l’agent ...".

Article 6 (devenant l’article 9).

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l’article 83 du même arrêté, remplacé par l’arrêté royal du 21 janvier 1987 et modifié par les arrêtés royaux des 12 et 20 novembre 1990 et 21 et 22 novembre 1991, ...".

Article 7 (devenant l’article 10).

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d’écrire : "... remplacés par l’arrêté royal du 21 janvier 1987 et modifiés par les arrêtés royaux des 12 novembre 1990 et 21 novembre 1991 ...".

La division en a, b, c et d doit être remplacée par une division en 1°, 2°, 3° et 4°.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 en projet devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 11).

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : "... remplacé par l'arrêté royal du 21 janvier 1987 et modifié par les arrêtés royaux des 12 novembre 1990 et 21 novembre 1991".

Au 2° en projet, mieux vaut remplacer entièrement le paragraphe 2, alinéa 1er.

Article 9 (devenant l'article 12).

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : "... remplacé par l'arrêté royal du 28 février 1986 ...".

Article 13 nouveau
(article 20, 7°, du projet).

Conformément à l'observation préliminaire n° 2, il y a lieu d'insérer un article 13 nouveau rédigé comme suit :

"L'article 115 du même arrêté est abrogé".

Section 2.

Il y a lieu de remplacer les mots "Section 2" par les mots "Chapitre II".

Article 10 (devenant l'article 14).

Tant qu'à modifier l'article 2bis, § 2, alinéa 4, il est proposé de prévoir également de remplacer les mots "la Régie des postes" par les mots "LA POSTE".

Article 15 nouveau
(article 21 du projet).

Conformément à l'observation préliminaire n° 2, il y a lieu d'insérer un article 15 nouveau rédigé comme suit :

"L'article 2ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 26 août 1987, est abrogé".

Article 11 (devenant l'article 16).

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : "... remplacé par l'arrêté royal du 1er octobre 1987 et modifié par l'arrêté royal du 6 novembre 1991...;".

Le texte néerlandais de la disposition en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13 (devenant l'article 18).

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 29, alinéa 1er, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 1er octobre 1987, ...".

Le texte néerlandais du 5°, en projet, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre III nouveau.

Conformément à l'observation préliminaire n° 3, il y a lieu d'insérer un chapitre III nouveau comportant un article 19 nouveau (article 22 du projet), rédigé comme suit :

"Chapitre III. Modification de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service.

Article 19.-

Les articles 10 et 11 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service, sont abrogés".

Section 3 et section 4.

Les mots "Section 3" et "Section 4" doivent être remplacés respectivement par "Chapitre IV" et "Chapitre V".

Article 16 (devenant l'article 22).

Il y a lieu d'omettre les mots "y inséré par l'arrêté royal du 8 septembre 1972 et".

Chapitre VI nouveau.

Conformément à l'observation préliminaire n° 3, il y a lieu d'insérer un chapitre VI nouveau comportant un article 23 nouveau (article 23 du projet), rédigé comme suit :

"Chapitre VI. Modification de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Article 23.-

A l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, les 18°, 19°, 22°, insérés par l'arrêté royal du 6 décembre 1974, 24°, inséré par l'arrêté royal du 10 mai 1976, 25°, inséré par l'arrêté royal du 10 mai 1976 et 26°, inséré par l'arrêté royal du 26 janvier 1984, sont abrogés".

Section 5.

Il y a lieu de remplacer les mots "Section 5" par les mots "Chapitre VII".

Section 6.

L'article 18 doit faire l'objet d'un chapitre XV nouveau et être numéroté 32.

Chapitre VIII nouveau.

Conformément à l'observation préliminaire n°3, il y a lieu d'insérer un chapitre VIII nouveau comportant un article 25 nouveau (article 24 du projet), rédigé comme suit :

"Chapitre VIII. Modification de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

Article 25.-

Sont abrogés dans l'arrêté royal du 29 juin 1973 ... :

1° l'article 33, § 2, modifié par l'arrêté royal du 5 décembre 1978;

2° les articles 34, § 2, 35, 43 et 44".

Chapitre IX nouveau.

Conformément à l'observation préliminaire n○ 3, il y a lieu d'insérer un chapitre IX nouveau comportant un article 26 nouveau (article 25 du projet), rédigé comme suit :

"Chapitre IX. Modification de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 portant statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat.

Article 26.-

Sont abrogés dans l'arrêté royal du 30 juillet 1976 ... :

1○ l'article 2, A, 4○, alinéa 2;

2○ l'article 6, alinéa 3".

Chapitre X nouveau.

Conformément à l'observation préliminaire n○ 3, il y a lieu d'insérer un chapitre X nouveau, comportant un article 27 nouveau (article 26 du projet), rédigé comme suit :

"Chapitre X. Modification de l'arrêté royal du 2 juin 1977 relatif à la durée d'existence des organes consultatifs créés par mesure administrative.

Article 27.-

Les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 2 juin 1977 ..., modifiés par l'arrêté royal du 7 novembre 1977, sont abrogés".

Chapitres XI, XII, XIII et XIV nouveaux.

Ces chapitres doivent comporter respectivement les articles 27, 28, 29 (1) et 30 du projet (devenant les articles 28, 29, 30 et 31) et être intitulés "Chapitre XI. Modification de l'arrêté royal du 15 novembre 1977 concernant l'application des dispositions de certains arrêtés royaux à des agents des organismes d'intérêt public ...", "Chapitre XII. Modification de l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi ...", etc ...

Chapitre XV nouveau.

Comme il a été dit ci-avant, ce chapitre comporte l'article 18 du projet, numéroté 32.

Chapitre II.
(devenant le chapitre XVI).

Article 19 (devenant l'article 33).

1. Au 2°, il y a lieu d'écrire : "... modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1973;".

---

(1) sous la réserve de supprimer le chiffre "5°" au 1°.

2. Le texte néerlandais du 4° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais du 12° devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. L'arrêté royal du 12 février 1981, visé au 13°, et les arrêtés royaux qui l'ont modifié ont été ratifiés par l'article 29, § 2, de la loi de redressement du 31 juillet 1984. Ils ne peuvent dès lors être abrogés que par une loi. De l'accord de la déléguée du Ministre, le 13° doit être omis.

5. Le texte néerlandais du 14° (devenant le 13°) devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Au 18° (devenant le 17°), seuls les articles 1er à 3 de l'arrêté royal du 31 décembre 1984 contiennent des dispositions autonomes, les articles subséquents apportant des modifications à d'autres arrêtés royaux, lesquelles s'intègrent au dispositif normatif de ces arrêtés et seront abrogées en même temps que ces arrêtés.

Il y a donc lieu de ne viser que les articles 1er à 3 de cet arrêté.

Chapitre XVII nouveau.

Sous l'intitulé "Dispositions finales", le chapitre XVII nouveau comporte les articles 31 et 32 du projet (devenant les articles 34 et 35).

A l'article 31 (devenant l'article 34), la référence aux articles 14 et 26 doit être remplacée par une référence aux articles 20 et 27.

L'effet rétroactif de l'entrée en vigueur de l'article 26 (devenant l'article 27) au 26 juillet 1977, soit à la date d'entrée en vigueur des articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 2 juin 1977 qu'il tend à abroger, soulève un problème en raison du contenu de l'article 3 précité, lequel dispose que "les organes consultatifs mentionnés à l'annexe I du présent arrêté continuent d'exister jusqu'au 31 décembre 1987". Interrogé à ce propos, la déléguée du Ministre a marqué son accord pour remplacer la date du 26 juillet 1977 par celle du 31 décembre 1987.

AANHEF.

Tweede lid.

De verwijzing naar het koninklijk besluit van 18 december 1957 moet vervallen : zij is immers doelloos geworden als gevolg van het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967, net als de verwijzing naar het koninklijk besluit nr. 3 van 24 december 1980 en de wet van 29 december 1990, waarvan de bepalingen tot wijziging van artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 zijn opgeheven bij artikel 270 van de wet van 17 juni 1991, die in werking getreden is op 1 oktober 1992 (1).

Aan het eind van het lid moeten de woorden "en 20 juli 1991" vervangen worden door de woorden "en 19 en 22 juli 1991".

Derde en vierde lid.

Artikel 15 van de wet van 25 april 1963 bepaalt dat de beheersorganen van de bedoelde instellingen alleen moeten worden geraadpleegd omtrent "de wetten of verordeningen met de toepassing waarvan de instelling belast is of betreffende het personeelskader en de structuur van de instelling". In voornoemd artikel 15 wordt niet verwezen naar de wijzigingen

(1) Koninklijk besluit van 14 september 1992, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 september 1992.

van het statuut van de personeelsleden van die instellingen, zodat omtrent die wijzigingen geen raadpleging vereist is.

Derhalve behoren het derde en het vierde lid te vervallen.

Zevende lid (dat het vijfde lid wordt).

1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, zodat moet worden geschreven : "... toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, inzonderheid op ...".

2. In de Franse lezing behoort het voornaamwoordelijk bijwoord "y" voor het woord "inséré" te vervallen. Die opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

3. Geschreven moet worden : "... op artikel 3, § 3, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 oktober 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 november 1991, op artikel 18, eerste lid, en op artikel 29, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 oktober 1987;".

Elfde lid (dat het negende lid wordt).

De woorden "ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 september 1972 en" behoren te vervallen.

Twaalfde lid (dat het tiende lid wordt).

Aan het eind van het lid moet worden geschreven : "..., 26 januari 1984, 21 januari 1991 en 7 augustus 1991;".

Dertiende lid (dat het elfde lid wordt).

Geschreven moet worden : "..., inzonderheid op artikel 33, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 december 1978 en op de artikelen 34, § 2, 35, 43 en 44;".

Zestiende lid (dat het veertiende lid wordt).

Aan het eind van het lid moet worden geschreven : "..., inzonderheid op de artikelen 2 en 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 november 1977;".

Drieëntwintigste lid (dat het eenentwintigste lid wordt).

Men schrijve : "de afwezigheid die voortvloeit uit ...).

Vijfentwintigste lid (dat het drieëntwintigste lid wordt).

Men schrijve : "dat ze alleen gelden voor ...).

Zevenentwintigste lid (dat het vijfentwintigste lid wordt).

Men schrijve : "heden" in plaat van "Leden".

BEPALEND GEDEELTE.

Voorafgaande opmerkingen.

1. Alle wijzigingsbepalingen vervat in het ontworpen besluit behoeven niet in één hoofdstuk te worden ondergebracht. Het zou beter zijn de wijziging die in een zelfde tekst worden aangebracht op te nemen in één hoofdstuk.

Derhalve wordt voorgesteld dat de woorden "Hoofdstuk I - Wijzigingsbepalingen" vervallen en dat de afdeling van hoofdstuk I vervangen worden door hoofdstukken.

Zodoende luidt het opschrift van hoofdstuk I : "Wijzigingen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel".

2. Er wordt in herinnering gebracht dat wanneer een tekst sommige bepalingen van de oorspronkelijke tekst

wijzigt en andere opheft, men de volgorde van de bepalingen van de oorspronkelijke tekst moet behouden, veeleer dan de opheffingsbepalingen op het einde van de tekst samen te voegen (Handleiding bij de wetgevingstechniek, regel nr. 95).

Daaruit vloeit voort dat de bepaling van artikel 20 van het ontwerp moeten voorkomen in hoofdstuk I, zoals wordt voorgesteld, en die van artikel 21 van het ontwerp in hoofdstuk II, zoals wordt voorgesteld. Bij het onderzoek van de artikelen zullen tekstvoorstellen worden gedaan. De nummering van de artikelen zal dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

3. Tot slot behoren de wijzigingen die in een tekst worden aangebracht bij wege van opheffing van sommige van die bepalingen, niet voor te komen onder de opheffingsbepalingen. Bijgevolg moeten de artikelen 22 tot 30 in chronologische volgorde worden ingevoegd tussen de artikelen 1 tot 19 van het ontwerp. Ook hier zullen één voor één tekstvoorstellen worden gedaan.

Artikel 1.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel als volgt te stellen :

"Artikel 2.-

De bepalingen van dit besluit zijn evenwel niet van toepassing op de provinciegouverneurs, de vice-gouverneur van de provincie Brabant, de arrondissementscommissarissen,

.../...

het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, de ambtenaren die ermede belast zijn op het gebied van de kernenergie te waken voor de veiligheid van de Staat, alsmede het uitvoerend personeel dat hen terzijde staat, het meesters-, vak- en dienstpersoneel inbegrepen, en de personen, verbonden aan ministeriële kabinetten, die niet in overheidsdienst zijn tewerkgesteld".

Nieuwe artikel 2 (artikel 20, 1°, van het ontwerp).

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 2 behoort een nieuw artikel 2 te worden ingevoegd, luidende :

"Artikel 5ter van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 2 februari 1988, wordt opgeheven".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

De inleidende volzin behoort als volgt te worden gesteld :

"In artikel 28ter, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, ...".

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 31 van hetzelfde besluit, vervange bij het koninklijk besluit van 2 februari 1988 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 november 1991, ...".

In paragraaf 2 van het ontworpen artikel zou het beter zijn het woord "modaliteiten" te vervangen door het woord "regels".

Nieuwe artikel 5 (artikel 20, 2° en 3°, van het ontwerp).

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 2 behoort een nieuw artikel 5 te worden ingevoegd, luidende :

"In hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° artikel 33ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 februari 1988;

2° artikel 33quater, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 november 1991".

Artikel 4 (dat artikel 6 wordt).

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Artikel 38, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1991, wordt aangevuld als volgt :

In de Franse lezing moeten na de woorden "En cas de partage" de woorden "des voix" worden ingevoegd.

Nieuwe artikel 7 (artikel 20, 4°, 5° en 6°).

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 2 behoort een nieuw artikel 7 te worden ingevoegd, luidende :

"In hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° de artikelen 50 en 51;

2° artikel 54bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 februari 1988 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 november 1991;

3° artikel 69, § 1, 1°, c, vervangen bij het koninklijk besluit van 17 september 1969".

Artikel 5 (dat artikel 8 wordt).

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 82 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 januari 1987 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 november 1990 en 21 november 1991, ...".

In het ontworpen artikel 82, vierde lid, behoort te worden geschreven : "De taalrol of het taalstelsel van de ambtenaar ...".

Artikel 6 (dat artikel 9 wordt).

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"In artikel 83 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 januari 1987 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 en 20 november 1990 en 21 en 22 november 1991, ...".

Artikel 7 (dat artikel 10 wordt).

In de inleidende zin moet worden geschreven : "... worden het eerste tot het derde lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 januari 1987 en gewijzigd bij de

koninklijke besluiten van 12 november 1990 en 21 november 1991, ...".

De onderverdeling bij wege van a, b, c en d moeten vervangen worden door een onderverdeling bij wege van 1°, 2°, 3° en 4°.

In het ontworpen tweede lid schrijve men : "... instelt, houdt hij op zijn taak van assessor uit te oefenen tot uitspraak is gedaan over zijn beroep".

Artikel 8 (dat artikel 11 wordt).

In de inleidende zin moet worden geschreven : "..., vervangen bij het koninklijk besluit van 21 januari 1987 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 november 1990 en 21 november 1991".

In het ontworpen onderdeel 2° zou het beter zijn paragraaf 2, eerste lid, volledig te vervangen.

Artikel 9 (dat artikel 12 wordt).

In de inleidende zin moet worden geschreven : "..., vervangen bij het koninklijk besluit van 28 februari 1986, ...".

Nieuwe artikel 13 (artikel 20, 7°, van het ontwerp).

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 2 behoort een nieuw artikel 13 te worden ingevoegd, luidende :

"Artikel 115 van hetzelfde besluit wordt opgeheven".

Afdeling 2

De woorden "Afdeling 2" behoren te worden vervangen door de woorden "Hoofdstuk II".

Artikel 10 (dat artikel 14 wordt).

Aangezien artikel 2bis, § 2, vierde lid, hoe dan ook moet worden gewijzigd, wordt eveneens voorgesteld de woorden "de Regie der Posterijen" te vervangen door de woorden "DE POST".

Nieuwe artikel 15 (artikel 21 van het ontwerp).

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 2 behoort een nieuw artikel 15 te worden ingevoegd, luidende :

"Artikel 2ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 augustus 1987, wordt opgeheven".

Artikel 11 (dat artikel 16 wordt).

In de inleidende zin moet worden geschreven : "..., vervangen bij het koninklijk besluit van 1 oktober 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 november 1991, ...".

In de ontworpen bepaling vervange men het woord "ingevolge" door het woord "wegens".

Artikel 13 (dat artikel 18 wordt).

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"In artikel 29, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 oktober 1987, ...".

Het ontworpen onderdeel 5° moet als volgt worden gesteld :

"voor werkzaamheden bij een erkende politieke groep in een nationale wetgevende vergadering of een wetgevende

vergadering van een Gemeenschap of een Gewest, of bij de voorzitter van één van die groepen;".

Nieuwe hoofdstuk III.

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 3 behoort een nieuw hoofstuk III te worden ingevoegd dat een nieuw artikel 19 (artikel 22 van het ontwerp) bevat, luidend :

"Hoofdstuk III. Wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van rijksambtenaren in het belang van de dienst.

Artikel 19.-

De artikelen 10 en 11 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van rijksambtenaren in het belang van de dienst, worden opgeheven".

Afdeling 3 en afdeling 4.

De woorden "Afdeling 3" en "Afdeling 4" moeten respectievelijk worden vervangen door "Hoofdstuk IV" en Hoofdstuk V".

Artikel 16 (dat artikel 22 wordt).

De woorden "ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 september 1972 en" behoren te vervallen.

Nieuwe hoofdstuk VI.

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 3 behoort een nieuw hoofdstuk VI te worden ingevoegd dat een nieuw artikel 23 (artikel 23 van het ontwerp) bevat, luidende :

"Hoofdstuk VI. Wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Artikel 23.-

In artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, worden opgeheven de onderdelen 18°, 19°, 22°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 december 1974, 24°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 mei 1976, 25°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 mei 1976, en 26°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 januari 1984".

Afdeling 5.

De woorden "Afdeling 5" behoren te worden vervangen door de woorden "Hoofdstuk VII".

Afdeling 6.

Artikel 18 moet worden opgenomen in een nieuw hoofdstuk XV en moet het artikel 32 worden.

Nieuwe hoofdstuk VIII.

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 3 behoort een nieuw hoofdstuk VIII te worden ingevoegd dat een nieuw artikel 25 (artikel 24 van het ontwerp) bevat, luidende :

"Hoofdstuk VIII. Wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

Artikel 25.-

In hetzelfde besluit van 29 juni 1973 ... worden opgeheven :

1° artikel 33, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 december 1978;

2° de artikelen 34, § 2, 35, 43 en 44".

Nieuwe hoofdstuk IX.

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 3 behoort een nieuw hoofdstuk IX te worden ingevoegd dat een nieuw artikel 26 (artikel 25 van het ontwerp) bevat, luidende :

"Hoofdstuk IX. Wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1976 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het

vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat.

Artikel 26.-

In het koninklijk besluit van 30 juli 1976 ... worden opgeheven :

1° artikel 2, A, 4°, tweede lid;

2° artikel 6, derde lid".

Nieuwe hoofdstuk X.

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 3 behoort een nieuw hoofdstuk X te worden ingevoegd dat een nieuw artikel 27 (artikel 26 van het ontwerp) bevat, luidende :

"Hoofdstuk X. Wijziging van het koninklijk besluit van 2 juni 1977 betreffende de bestaansduur van adviesorganen die bij wege van een bestuursmaatregel zijn opgericht.

Artikel 27.-

De artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 2 juni 1977 ..., gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 november 1977, worden opgeheven".

Nieuwe hoofdstukken XI, XII, XIII en XIV.

Deze hoofdstukken moeten respectievelijk de artikelen 27, 28, 29 (1) en 30 van het ontwerp (die de artikelen 28, 29, 30 en 31 worden) bevatten en de volgende opschriften dragen : "Hoofdstuk XI. Wijziging van het koninklijk besluit van 15 november 1977 betreffende de toepassing der bepalingen van sommige koninklijke besluiten op personeelsleden van de instellingen van openbaar nut ...", "Hoofdstuk XII. Wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning ...", enz.

Nieuwe hoofdstuk XV.

Zoals hierboven is gesteld, bevat dit hoofdstuk artikel 18 van het ontwerp, dat artikel 32 wordt.

Hoofdstuk II (dat hoofdstuk XVI wordt).

Artikel 19 (dat artikel 33 wordt).

1. In onderdeel 2° moet worden geschreven : "..., gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juni 1973;".

2. In onderdeel 4° moet worden geschreven : "... slopend werk in de automatie ...".

---

(1) Mits in 1° de aanduiding "5°" wordt geschrapt.

3. In onderdeel 12° moet worden geschreven : "schoolbijslag 1979;".

4. Het koninklijk besluit van 12 februari 1981 waarnaar wordt verwezen in onderdeel 13°, en de koninklijke besluiten die het gewijzigd hebben, zijn bekrachtigd bij artikel 29, § 2, van de herstelwet van 31 juli 1984. Derhalve kunnen zij alleen bij wet worden opgeheven. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat onderdeel 13° moet vervallen.

5. In onderdeel 14° (dat 13° wordt) moet worden geschreven : "... personen rechtstreeks of onrechtstreeks bezoldigd door de openbare sector;".

6. In onderdeel 18° (dat 17° wordt) bevatten alleen de artikelen 1 tot 3 van het koninklijk besluit van 31 december 1984 zelfstandige bepalingen; de overige artikelen brengen wijzigingen aan in andere koninklijke besluiten, die passen in het regelgevende gedeelte van die besluiten en samen met die besluiten zullen worden opgeheven.

Er behoort dus alleen te worden verwezen naar de artikelen 1 tot 3 van dat besluit.

Nieuwe hoofdstuk XVII.

Het nieuwe hoofdstuk XVII, met als opschrift "Slotbepalingen", bevat de artikelen 31 en 32 van het ontwerp (die de artikelen 34 en 35 worden).

In artikel 31 (dat artikel 34 wordt) moet de verwijzing naar de artikelen 14 en 26 vervangen worden door een verwijzing naar de artikelen 20 en 27.

De terugwerkende kracht van de inwerkingtreding van artikel 26 (dat artikel 27 wordt) op 26 juli 1977, te weten de datum van inwerkingtreding van de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 2 juni 1977 waarvan dit artikel de opheffing beoogt, doet een moeilijkheid rijzen in zoverre voornoemd artikel 3 bepaalt : "De adviesorganen die in bijlage 1 bij dit besluit zijn vermeld, blijven bestaan tot 31 december 1987". De gemachtigde van de minister, die daarover om uitleg is gevraagd, heeft ermee ingestemd de datum van 26 juli 1977 te vervangen door die van 31 december 1987.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.